



Les EGM 86 : 100 pour 1 Vienne ; Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT) Poitiers ; Actions collectives Poitiers ; Amnesty Poitiers ; Buddy system ; Collectif poitevin D'Ailleurs Nous Sommes d'Ici (DNSI 86) ; Collectif La Maison ; Collectif Nouveau Départ ; Collectif Solidarité Migrants ; Comité SOS Racisme de la Vienne ; Education World 86 ; Emmaus Naintré ; Fédération Syndicale Unitaire (FSU) Vienne ; Institut d'Etudes Populaires de Poitiers (IEPOP Poitiers) ; La Cimade ; La section de Châtellerauld de la Ligue Des Droits de l'Homme (LDH) ; La section de Poitiers de la Ligue Des Droits de l'Homme (LDH) ; Le cercle de silence de Poitiers ; Les ami.e.s des femmes de la libération ; Les Eclaireurs et Eclaireuses de France ; Les Madeleines ; Loudun Solidarité Migrants ; Maison des 3 Quartiers (M3Q) ; Min'de Rien 86 ; Pássaro ; Pour la paix en Syrie ; Union syndicale de la Psychiatrie ; Remiv ; Réseau d'Education Sans Frontières (RESF) 86 ; Secours Catholique 86 ; Solidaires 86 ; Toit du Monde (TDM) ; Welcome Poitiers

Élections municipales engagement des candidats pour une commune accueillante

En quoi ma commune est-elle concernée par les migrations ?

Des Maires se mobilisent.

Dans une lettre adressée aux Ministres de l'Intérieur et de l'Habitat, des maires de grandes et moyennes villes et le réseau national des Villes et Territoires accueillants (ANVITA) dénoncent les conditions de vie difficiles et parfois inhumaines des migrant.e.s en France et exposent les initiatives concrètes qu'elles ont prises en faveur de leur accueil : hébergement d'urgence, mise à l'abri des mineur.e.s, fourniture de repas, premiers soins, appui aux associations intervenant auprès des migrant.e.s,....etc.

D'autres citoyens et acteurs de la société civile agissent au quotidien et dans la durée : accueils à long terme de familles d'exilé(e)s et accompagnement pour les nombreuses démarches administratives.

Tous demandent à l'État de ne pas s'en tenir à une situation de "pourrissement" et de définir une politique cohérente à la hauteur des enjeux.

Cette stratégie envers les migrants qui vise à les décourager et à les inciter à repartir n'est pas humaine indigne de notre pays. Parce que L'État n'est pas à la hauteur, nous demandons, à travers ce plaidoyer, un engagement des élus locaux tout au long du mandat 2020-2026. Pour rappel, de 2014 à 2017, les pays européens ont reçu 4 millions de demandes d'asile et 1,6 million de personnes seulement ont pu bénéficier d'une forme de protection (Rapport annuel de l'OCDE sur les migrations internationales).

Les élus locaux et les habitants s'engagent partout en France, et de nombreuses communes se mobilisent, comme en témoigne la cartographie proposée par le Sursaut Citoyen.

L'ANVITA souligne qu'il n'existe pas UNE solution nationale à l'accueil, mais bien autant de solutions que de situations locales.

Elle offre un véritable appui aux municipalités souhaitant s'inscrire dans une politique d'accueil adaptée à l'urgence sur leur territoire et s'engager dans l'accueil inconditionnel. Elle accompagne les élu.e.s par la mise à disposition de bonnes pratiques et par la mise en relation d'élu.e.s accueillant.e.s avec des élu.e.s souhaitant accueillir.

Votre commune peut en adopter la démarche, adhérer à l'ANVITA et s'engager vers une réhumanisation des politiques migratoires

« Il est de la responsabilité des collectivités locales de s'assurer que les droits fondamentaux des réfugiés arrivant dans leur communauté soient préservés » affirme le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe en mars 2017.

Les phénomènes migratoires représentent une constante de l'humanité, aussi bien au niveau mondial que de manière plus locale. Dans ce cadre, la France ne fait pas exception. Souvent les immigrés ont été des acteurs décisifs de notre économie ; pour autant l'immigration n'a jamais été et n'est toujours pas un phénomène massif au point d'entretenir des peurs et d'opposer les misères et pauvretés entre elles.

Or nous sommes confrontés aujourd'hui à une politique migratoire qui, par son hostilité, est une source de violation des droits fondamentaux intolérable.

C'est pourquoi nous proposons aux candidats aux élections municipales de renouer avec la solidarité sur leur territoire.

Faire le choix d'accueillir face au rejet, c'est engendrer une dynamique positive qui s'avère bénéfique pour tous les habitants d'un territoire. C'est aussi faire sens commun et œuvre collective face à la démission et aux manquements de l'État. Il ne s'agit plus seulement de défendre des individus isolés, mais des personnes au sein d'une collectivité humaine.

Des chiffres faux.

Contrairement à ce qu'affirment et cherchent à nous faire croire certains, dont nos plus hautes autorités, la France est loin, très loin, d'être le premier pays d'Europe pour la demande d'asile.... « Raisonner en chiffres absolus n'a aucun sens quand il s'agit de comparer des pays de taille inégale et de richesse variable. En 2018, la France n'est qu'au 15e rang des pays européens qui accueillent des demandeurs d'asile en tenant compte de la richesse par habitant et de l'étendue du territoire » (source : Pr François Herran, démographe, professeur au Collège de France)

Reconnaissons que les Français.e.s sont généreux.ses.

Selon un sondage de mai 2019 publiée par la Croix réalisé par l'Obsoco, sur un échantillon de 1000 personnes représentatif de la population française, l'opinion publique est partagée à égalité à l'égard des migrant.e.s. Certains sont favorables à l'accueil des exilé.es sous certaines conditions telles que la santé économique de la France ou si des politiques d'aide au développement dans les pays de départ sont menées. Parmi les personnes favorables à l'accueil, 20% serait prêts à les aider personnellement et 39% peut-être prêtes à le faire.

Soyons pragmatiques :

Les migrations sont une chance pour le pays d'accueil

- L'étude publiée dans la revue « Science » le 20/06/18, qui analyse les données de 15 pays européens sur 30 ans, montre un effet positif de l'immigration sur l'économie (notamment en ce qui concerne le PIB par habitant, le chômage, les recettes publiques). Pour les demandeur.se.s d'asile, l'impact est également positif, alors même que le responsable CNRS de l'étude reconnaît qu'il « s'attendait plutôt à un coût, mais en fait le coût initial est compensé par les recettes ». Ces résultats permettent d'affirmer dans la conclusion de l'étude qu'il faut arrêter les fantasmes : « la prétendue crise des migrants actuellement en cours en Europe ne devrait pas provoquer de crise économique, mais plutôt être une opportunité économique ».

EN SAVOIR PLUS ?...

- 1600 associations mobilisées au sein des États Généraux des Migrations autour d'un manifeste partagé. <https://egmigrations.org/Manifeste-des-Assemblees-Locales-reunies-pour-la-1ere-session-pleniere-des>
- « Guide Migrants/Migrations à l'usage des élus » 9 pages documentées avec vidéos, textes officiels, articles de presse en ressources
- Le Pacte pour la transition écologique et solidaire (<https://www.pacte-transition.org/>) propose de nombreuses actions communales pour assurer le logement, l'accueil, la prise en compte des enjeux écologiques, etc. La mesure 26 est consacrée à l'accueil des personnes migrantes.
- Le cahier des alternatives réalisé par les EGM : y sont recensées les mille et une initiatives, solutions, propositions ou actions impulsées par les acteurs locaux pour accompagner, soutenir, épauler les exilé.es dans tous les aspects de leur vie quotidienne. https://eg-migrations.org/IMG/pdf/egm_cahier-alternatives_a4_digital_light.pdf
- Cartographie des lieux accueillants et solidaires en France : <https://sursaut-citoyen.org/>
- Source du sondage : https://static.bayard.io/la-croix.com/infographies/hospitalite-migrants.jpg#_ga=2.51338540.467270151.1573043642-358023218.1570529534